

## L'Empire ottoman à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

### Organisation politique et administrative de l'Empire ottoman

L'Empire ottoman est un État centralisé autour d'un gouvernement appelé la Porte. Ce gouvernement est nommé par le sultan, souverain de l'Empire. Les territoires sont organisés en *vilayet* (préfectures) dirigés par un gouverneur, eux-mêmes divisés en *sandjak*.

Il y a trois vilayet syriens (Alep, Damas et Beyrouth) trois mésopotamiens (Mossoul, Bagdad et Bassorah). Le *sandjak* de Jérusalem est administré directement par la Porte et le mont Liban est administré par un gouverneur catholique nommé par la Porte assisté d'une assemblée où toutes les confessions sont représentées. L'Égypte est gouvernée par un vice-roi qui a le titre de *khédive*. En 1882, les Britanniques occupent militairement l'Égypte, qui reste officiellement sous la suzeraineté de l'Empire ottoman. La péninsule arabique est aux mains d'émirs locaux qui reconnaissent l'autorité ottomane comme au Hedjaz, le chérif de La Mecque ou au Yémen où les Ottomans ont rétabli leur autorité après la conquête par les Égyptiens de Muhammad Ali au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

### Composition ethnique et religieuse de l'empire

Les Arabes et les Turcs forment le peuplement majoritaire de l'empire qui comporte de nombreuses minorités, les Kurdes, les Arméniens, les chrétiens, les Juifs. L'empire est musulman sunnite de droit hanéfite. Les chiites ne sont pas reconnus, ils vivent au Yémen, en Irak où sont leurs villes saintes. Des groupes apparentés au chiisme vivent en Syrie comme les Ismaéliens ou les alaouites ou au Liban, les druzes. Les chrétiens et les juifs ont le statut de Protégés, *dhimmis* et ils relèvent du système du *millet* qui permet aux chefs de leurs communautés de jouir d'un pouvoir autonome et de gérer leurs affaires intérieures. De plus, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, des traités appelés *Capitulations* ont octroyé à des pays européens des tarifs douaniers préférentiels et une protection sur leurs ressortissants. Au XIX<sup>e</sup> siècle, ce système permet aux puissances européennes d'étendre leur protection à des groupes de plus en plus nombreux de chrétiens et de Juifs qui échappent ainsi au pouvoir de la Porte surtout que l'extension de l'influence européenne se fait aussi par une importante offensive missionnaire catholique par les Français et les Italiens et protestante par les Anglais et les Américains.

### La situation économique

L'empire a du mal à percevoir les impôts qui sont affermés (et donc mal perçus) et diminués de plus par le système des Capitulations. Il devient dépendant des produits manufacturés européens. Il vend des matières premières et des produits agricoles. La modernisation économique se fait sous l'influence des Européens avec la construction du canal de Suez par les Français (1869) ou la construction du chemin de fer du Hedjaz qui relie Médine à Damas (1908) grâce à des capitaux ottomans mais avec des ingénieurs allemands ou le projet de celui de Bagdad avec l'aide des Allemands (en cours en 1914).

## Les réformes politiques du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ère des *tanzimat*

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le sultan proclame l'ère des « réorganisations » ou *tanzimat* et instaure l'égalité de tous les habitants de l'empire sans distinction de race ou de religion. Abdul Hamid II, en 1876, promulgue une Constitution et convoque un Parlement. Au lendemain du Congrès de Berlin de 1878 qui fait reculer la puissance ottomane des Balkans, le souverain dissout l'Assemblée et suspend la Constitution. Grâce aux réformes (création d'une école d'administration et d'écoles missionnaires chrétiennes ouvertes aux musulmans), une élite militaire et civile se forme parmi laquelle se crée une opposition appelée « Jeunes-Turcs ». En 1889, cette opposition fonde le Comité Union et Progrès (CUP) qui organise des cellules clandestines, formées surtout de fonctionnaires et d'officiers, dans tout l'empire ainsi qu'à Paris. En 1902, se tient un congrès du CUP à Paris avec l'appui de chrétiens syriens exilés. Deux tendances s'opposent, l'une pour la décentralisation des pouvoirs vers les provinces, l'autre centralisatrice et autoritaire qui craint l'éclatement de l'empire en cas de décentralisation. En juillet 1908, l'armée ottomane de Macédoine (animée par la cellule de Salonique) se soulève et demande le rétablissement de la Constitution. Le sultan rétablit la constitution, convoque des élections à une assemblée. Une vague de libertés et d'enthousiasme touche l'empire. Les partisans de la centralisation l'emportent et mènent une politique répressive et nationaliste turque. Les conservateurs qui accusent les Jeunes-Turcs d'hérésie et de trahison prennent le pouvoir, l'armée de Salonique intervient et réinstalle les Jeunes-Turcs au pouvoir, en 1909. Ceux-ci déposent le sultan Abdul Hamid II au profit d'un fantoche, Mehmed V. Pour les Jeunes-Turcs au pouvoir, il n'y a que des citoyens ottomans sans distinction ethnique ou religieuse. Cependant la politique de développement de la langue turque et d'envoi de fonctionnaires turcs dans les provinces rencontre l'opposition des provinces arabes et des élus arabes à l'assemblée. Cette opposition forme l'Entente libérale en 1911. Les élections de 1912 sont truquées par le pouvoir qui impose ses candidats dans toutes les circonscriptions, cependant, en juillet 1912, le CUP perd les élections au profit de l'Entente libérale. À la suite des guerres balkaniques et des troubles qui leur font suite, les Jeunes-Turcs font un coup d'État en janvier 1913 qui leur permet de reprendre le pouvoir et de le conserver jusqu'en 1918. Leur parti s'oriente vers un nationalisme pro-turc et un autoritarisme centralisateur qui va susciter l'opposition des Grecs, des Arméniens et des Arabes avec de graves conséquences pendant la Première Guerre mondiale.

### Qu'appelle-t-on la « question d'Orient » ?

On appelle ainsi la lutte entre puissances européennes autour du démembrement de l'Empire ottoman, du contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles ainsi que de la Méditerranée et pour la domination de la Terre sainte. Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, naît la question d'Orient qui devient cruciale au début du XIX<sup>e</sup> siècle quand l'Empire ottoman a de plus en plus de difficultés à contrôler un espace qui va de l'Afrique du Nord aux Balkans, comprend l'Anatolie, les provinces arabes de Syrie, du Liban et de Mésopotamie ainsi que la péninsule arabique. Pour les Anglais, il s'agit de sécuriser la route des Indes ; pour les Français de se poser en protecteurs des catholiques ; pour les Russes de protéger les orthodoxes et de contrôler les Détroits pour assurer leur passage vers la Méditerranée. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle interviennent aussi l'Italie et l'Allemagne qui veulent se tailler un empire colonial. Toutes les puissances envisageant l'effondrement de l'empire ottoman, veulent s'y préparer en s'octroyant des zones d'influence.

### L'influence française

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la France était la première puissance en Méditerranée. La langue française s'est imposée comme la langue de l'administration ottomane. Les missionnaires catholiques sont majoritairement français. Les habitants des côtes de Méditerranée orientale parlent français et développent une culture française grâce aux écoles françaises, ils sont d'origine française, grecque, italienne, on les appelle les Levantins.

Depuis Napoléon III et l'intervention armée au Liban pour protéger les maronites, la France est influente au Liban et en Syrie et veut étendre sa puissance sur la région.

### L'influence anglaise

La Grande-Bretagne possède Chypre depuis 1878 et occupe l'Égypte depuis 1882. Elle installe une domination conjointe avec l'Égypte sur le Soudan, ce qui provoque un risque de guerre avec la France quand les troupes de Kitchener se retrouvent face à celles de Marchand sur le Nil à Fachoda en 1898. La France défait diplomatiquement l'Angleterre et prend de négocier avec la Grande-Bretagne. L'entente cordiale conclue avec la France en 1904 établit un troc entre l'Égypte sur laquelle les Français reconnaissent aux Anglais un droit contre les mains libres au Maroc. La Grande-Bretagne étend son influence sur la péninsule arabique : les Anglais placent sous leur protectorat la plupart des émirats du golfe Persique ainsi qu'au Koweït en 1899, ils installent une base militaire à Aden au sud du Yémen. Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, ils ont placé Bagdad et Bassora sous leur influence et depuis la découverte du pétrole en Iran, ils ont constitué un consortium qui réunit l'Anglo Persian Oil Company, dont les capitaux sont essentiellement détenus par l'Amirauté, la Shell (anglo-hollandaise), une banque allemande et un arménien ottoman, Gulbenkian. Cette société prend le nom de Turkish Petroleum Company.

Les Arméniens de l'Empire ottoman ont manifesté un désir d'autonomie. Beaucoup ont des relations commerciales avec des firmes anglaises et demandent à l'Angleterre

d'exiger du sultan des réformes que celui-ci promet mais, en fait, pour écraser les velléités de révolte, le sultan décide début 1893 d'éliminer les Arméniens et fait procéder à des massacres qui auraient fait 250 000 victimes.

Dans le cadre de la rivalité navale anglo-allemande des années d'avant-guerre, les Anglais ont besoin de l'appui français aussi sont-ils prêts, à la veille de la guerre, à reconnaître une zone d'influence française au Levant.

### **Les ingérences russes, allemandes et italiennes**

Les Russes protègent les orthodoxes et dans ce cadre sont amenés à s'opposer à la France et à la Grande-Bretagne lors de la guerre de Crimée en 1854. Ils ont une influence sur l'Anatolie orientale et l'Arménie. En 1878, les Russes déclarent la guerre à l'Empire ottoman au nom de la défense des chrétiens des Balkans. Les armées russes arrivent très près d'Istanbul et imposent un dur traité à La Porte. Les puissances européennes interviennent et réunissent un congrès à Berlin qui limite les pertes ottomanes et laisse Chypre à la Grande-Bretagne. En 1911, l'Italie attaque l'Empire ottoman pour s'emparer de la Libye ; devant la réaction des Ottomans, elle déplace les combats en Méditerranée orientale et prend les îles du Dodécanèse. Une coalition de la Bulgarie, Grèce, Montenegro et Serbie contre les Ottomans se forme dans les Balkans, c'est la première guerre balkanique. Victorieuse des Turcs la coalition doit accepter l'entremise des puissances européennes et se partage la Thrace et la Macédoine. L'empire signe un accord avec l'Italie et lui cède la Libye en 1912. L'empire va être encore affaibli par la deuxième guerre des Balkans (1913) qui oppose la Bulgarie aidée de la Roumanie aux autres vainqueurs de la première guerre. L'empire a perdu ses territoires balkaniques.

L'Allemagne essaie de se créer une zone d'influence en Mésopotamie, elle arrive à obtenir sa participation à la construction du chemin de fer du Hedjaz et surtout la concession de celui de Bagdad. En même temps, elle développe les relations avec l'Empire ottoman, économiques et militaires (formation, instruction et équipement de l'armée).

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, tout est posé mais pas réglé. C'est la guerre qui va entraîner la fin de l'Empire ottoman et son partage.

## Naissance de l'islamisme, arabisme et nationalismes

### Naissance de l'islamisme

Pour lutter contre le modernisme à l'occidental, l'Islam doit revenir à l'Islam des premiers temps, du prophète et des quatre premiers califes, c'est la *salafiyya* ou réformisme musulman.

La personnalité la plus marquante de ce courant est *Jamal-al-Din al-Afghani*. Il est né en Perse puis a milité en Inde et en Afghanistan contre les ingérences européennes. Il s'installe en Égypte et réunit des disciples autour de lui dont *Muhammad Abduh*. Il veut réformer la religion pour transformer la société et combattre l'Occident. En 1879, il est chassé d'Égypte et s'installe en Europe. Il est rejoint par Muhammad Abduh. Ils prônent une solidarité du monde islamique par-delà les différences entre sunnisme et chiisme et la nécessité d'un retour à la loi islamique qui permettra le retour à la puissance des temps d'origine.

*Abduh*, devenu grand mufti d'al-Azhar, l'université islamique du Caire, va tenter de réformer l'Université. Il veut un islam, où la foi s'appuie sur la raison et est débarrassé des cultes des saints et autres manifestations populaires.

Un de ses disciples est le syrien *Rachid Rida* qui le rejoint au Caire en 1897 et fonde avec lui un journal. La purification de la religion est essentielle et ce qui compte est le *jihad* pour soi et pour la communauté. Rida joue un rôle politique important dans le comité de la décentralisation administrative en militant pour le califat arabe (ce qui s'oppose au califat ottoman) et fait se rejoindre l'arabisme et l'islamisme. C'est parce que le califat est aux mains de non-Arabs que le monde musulman est en retard sur l'Europe et est entraîné dans la décadence. Il faut un califat à La Mecque aux mains d'un descendant du Prophète. Rida se rapproche des *wahhabites* à la fin de sa vie.

Le mouvement *wahhabite* est né au XVIII<sup>e</sup> siècle, fondé par *Muhammad Abd al-Wahhab* ; sa prédication est basée sur la notion d'unité divine et condamne les pratiques du soufisme et des cultes populaires. Il trouve un écho dans la famille des Sa'ud dans le centre de l'Arabie qui fonde un État islamique où la loi islamique très rigoriste est appliquée. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, *Ibn Sa'ud* va savoir s'appuyer sur ce message religieux pour fédérer les bédouins du Nadj et s'opposer au pouvoir ottoman.

### L'arabisme et les nationalismes arabes

Avant la guerre de 1914, émerge un arabisme culturel basé sur la langue et l'histoire. Ces idées sont d'abord défendues par des communautés chrétiennes de Syrie. Avec le triomphe des Jeunes-Turcs dans l'Empire ottoman, les Arabes s'orientent vers une revendication autonomiste. Ils s'organisent comme le comité Union et Progrès en cellules clandestines. On peut distinguer cinq mouvements :

**Le parti de la décentralisation administrative ottomane** fondé au Caire en 1913 par des émigrés syro-libanais. Ce parti est favorable au Califat arabe et proche du khédivé et des Britanniques.

**Le comité pour les réformes** de Beyrouth fondé en 1912 par des chrétiens et des Musulmans du vilayet de Beyrouth. Ils veulent l'instauration d'une assemblée composée à égalité de chrétiens et de Musulmans.

**Les Syriens de Paris**, formé dès 1880, majoritairement chrétiens, ils soutiennent les réformes du comité Union et Progrès et l'action des réformistes musulmans. Ils veulent une Syrie autonome au sein de l'Empire. Ils sont proches du parti colonial français.

**Al-Fatat** est une société secrète fondée à Paris en 1911 par de jeunes étudiants arabes dont l'ascension sociale a été bloquée par l'arrivée au pouvoir des Jeunes-Turcs. Ils se déplacent à Beyrouth en 1913 puis à Damas, ils visent à l'indépendance des pays arabes

**Al Qahtaniyya** fondée en 1910 à Constantinople par des officiers venus de pays arabes. Ils veulent un Empire arabo-turc sur le modèle de l'Autriche-Hongrie.

Le retour au pouvoir des Jeunes-Turcs en 1913 s'accompagne d'une répression contre ces comités qui organisent en 1913 à Paris, à l'initiative du comité de Beyrouth, un congrès arabe. Le 21 juin 1913, le congrès vote 11 résolutions suivies de 2 annexes. La deuxième résolution dit : « Il importe d'assurer aux Arabes ottomans l'exercice de leurs droits politiques en rendant effective leur participation à l'administration centrale de l'Empire<sup>1</sup> », la cinquième : « La langue arabe doit être reconnue au Parlement ottoman et considérée comme officielle dans les pays syriens et arabes. » La deuxième résolution annexe établit que ces résolutions sont « le programme politique des Syriens et des Arabes ». Ce congrès qui développe les conceptions autonomistes et arabistes des Syriens a un grand retentissement dans les provinces de l'Empire ottoman ; les Jeunes-Turcs acceptent, alors, des concessions, usage de la langue arabe dans l'administration et octroi de postes à des notables arabes en Syrie.

La guerre va accentuer les revendications nationales des Arabes et permettre leur révolte.

---

1. Tous les extraits sont cités dans Henry Laurens, *L'Orient arabe, arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Armand Colin, 2010, page 123.

## La naissance du sionisme

### Les prémices

Vers 1880, 35 000 juifs vivaient en Palestine pour une population de 470 000 habitants. Après l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881 et les pogroms qui l'ont suivi, des intellectuels russes créent des mouvements d'installation en Palestine ottomane. Pinsker, intellectuel assimilé d'Odessa se rend compte que les juifs ne sont pas acceptés dans les sociétés où ils vivent et il prend la direction d'un groupe appelé les « Amants de Sion ». Une autre organisation le Bilou (acronyme en hébreu d'un verset du livre d'Ésaïe « Maison de Yaakov, viens et partons ! ») est fondé à Kharkhov en 1882 et parvient à envoyer plusieurs centaines de travailleurs agricoles en Palestine. Cette première *aliyah* (« montée » en hébreu désigne l'immigration juive en Palestine) a augmenté de 30 000 juifs environ la communauté juive de Palestine (appelée le *Yishouv*). L'Empire ottoman dont dépendait la région ne voyait pas ce mouvement d'un bon œil et cherchait à le limiter.

### Herzl et « l'État juif »

Un journaliste hongrois d'origine juive, *Theodor Herzl* publie en 1896, à Vienne « L'État des juifs ». Correspondant à Paris d'un journal de Vienne, la *Neue freie Presse* (la *Nouvelle presse libre*, grand quotidien libéral) durant l'affaire Dreyfus, il était présent lors de la cérémonie de dégradation d'Alfred Dreyfus. Il a été profondément bouleversé par la fièvre antisémite dans le pays des droits de l'homme. Sa théorie est qu'il faut un État pour les juifs car l'assimilation est un leurre. En cas de persécution, les juifs doivent avoir un refuge. Il emporte l'adhésion des militants sionistes et des juifs de l'Est victimes de pogroms dont certains ont émigré à l'Ouest dans des pays qui les ont accueillis avec réticences y compris de la part des juifs assimilés.

### Le congrès de Bâle et la création de l'« Organisation du sionisme mondial » août 1897

Theodor Herzl et ses amis décident de réunir un congrès à Munich en Bavière mais la communauté juive de la ville s'y oppose car elle rejette l'idée sioniste et d'ailleurs les idées de Herzl ne rencontrent que peu d'échos dans la communauté juive d'Allemagne. Pour annoncer le congrès à venir, Herzl crée un hebdomadaire, *Die Welt* (*Le Monde*) qui sera le principal journal sioniste jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le congrès a lieu à Bâle en Suisse, où la communauté juive se montre bienveillante. Deux cent cinquante délégués juifs s'y réunissent en août 1897. Herzl prend la parole et axe son discours sur le fait que le sionisme est la seule réaction valable contre l'antisémitisme et qu'il faut une immigration de masse pour aboutir. Les congressistes élaborent un programme.

Ils veulent coloniser la Terre sainte par des paysans, artisans et ouvriers et créer un État légitime. Mais ainsi, ils ne tiennent aucun compte de la présence en Palestine de musulmans, chrétiens et juifs. Ils fondent l'Organisation sioniste dont le premier président est Herzl jusqu'à sa mort en 1904. Le congrès envisage la création d'une compagnie juive qui va devenir la banque sioniste et d'un fonds national juif chargé d'acheter des

terres en Palestine et de les développer. Le mouvement s'organise et tient des congrès annuels, crée le fonds national juif dont le président, en 1905, est *Chaim Weizmann* (qui sera le premier président d'Israël à sa fondation en 1949).

### **Des velléités de création d'un État en Ouganda**

Herzl contacte des chefs d'État et des membres de gouvernement dont le sultan Abdul Hamid II, l'empereur Guillaume II et le ministre des Colonies britannique, Joseph Chamberlain.

Ce dernier propose en 1903 l'Ouganda, possession britannique, comme lieu d'implantation du futur État. Herzl, qui n'est guère religieux, cherche à convaincre le VI<sup>e</sup> congrès de Bâle d'accepter. La question est d'autant plus urgente qu'un grand pogrom vient de se dérouler à Kichinev en Moldavie. Le congrès se divise entre les territorialistes comme Herzl pour qui peu importe la localisation, ce qui compte est l'existence d'un foyer national juif et les religieux d'autre part qui privilégient l'implantation en Palestine.

### **Retour au sionisme au VII<sup>e</sup> congrès de Bâle de 1905**

Finalement la solution de l'Ouganda ne peut se concrétiser et le mouvement se rallie au sionisme lors du VII<sup>e</sup> congrès de Bâle de 1905.

La deuxième vague d'installation en Palestine ou deuxième *aliyah* représente environ 40 000 personnes, elle compte des hommes comme *David Ben Gourion* et s'avère nettement socialisante.

Le sionisme va recevoir une impulsion définitive avec la déclaration Balfour du 2 novembre 1917.